

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail



**Réunion de haut niveau sur la République Centrafricaine
en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies**

**ALLOCUTION DE MADAME CATHERINE SAMBA-PANZA, CHEF DE
L'ETAT DE LA TRANSITION**

New York, 26 septembre 2014

Leurs Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

Mesdames, Messieurs les Membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies,

Monsieur le Médiateur International dans la crise Centrafricaine,

Monsieur le Secrétaire d'Etat Américain,

Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations Internationales, des Représentations diplomatiques et des Institutions financières Internationales,

Distinguées Personnalités,

Mesdames, Messieurs,

Une fois de plus, la Communauté Internationale se mobilise au chevet de la République Centrafricaine à travers cette réunion de haut niveau en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies que le Secrétaire Général des Nations Unies a bien voulu organiser et à laquelle tous les partenaires de mon pays sont conviés. Je suis très sensible à cet élan de solidarité internationale à l'égard de la population de mon pays et me réjouis que la crise Centrafricaine demeure encore au cœur des préoccupations de la Communauté Internationale.

Cette réunion va nous donner l'occasion d'évaluer les actions menées depuis la signature de l'Accord de cessation des hostilités de Brazzaville et d'examiner les perspectives de la sortie définitive de crise dans mon pays, avec l'appui de la coopération internationale.

Avant d'en arriver là, je voudrais m'acquitter d'un agréable devoir, celui de saluer la présence nombreuse de Très Hautes personnalités, des organisations et institutions qui ont toujours soutenu et accompagné mon action en faveur de la sécurité, de la paix et de la stabilité dans mon pays. Leur présence ici est un véritable réconfort sinon le gage de la réussite de cette réunion qui porte les espoirs de tout un peuple meurtri par des conflits récurrents.

Je peux rassurer toutes ces hautes personnalités que le peuple Centrafricain sera toujours reconnaissant des efforts accomplis par leur pays respectif en sa faveur, des moyens déployés et des sacrifices consentis.

Je voudrais surtout saisir cette occasion exceptionnelle pour rendre un hommage renouvelé au dynamisme et à l'engagement du Secrétaire Général des Nations Unies, M.

Ban KI-MOON, qui n'a ménagé aucun effort pour être aux côtés du peuple Centrafricain et de ses dirigeants tout au long de cette crise.

Leurs Excellences,

Distinguées personnalités,

Mesdames, Messieurs,

Au moment où je m'adresse à vous du haut de cette tribune, la situation de la République Centrafricaine reste encore préoccupante malgré les avancées enregistrées depuis huit(8) mois.

Parmi les résultats palpables, nous pouvons relever : le retour progressif de la sécurité à Bangui et dans certaines villes de l'arrière pays, grâce à l'appui des troupes internationales, la réduction du nombre de sites des déplacés, le retour progressif des réfugiés, la reprise timide des activités socioéconomiques, le redéploiement progressif de l'administration en province, la reprise de la coopération avec les institutions financières internationales, le déploiement de la MINUSCA et surtout la signature de l'Accord de cessation des hostilités sous les auspices du Médiateur International de la crise Centrafricaine, le 23 juillet à Brazzaville.

A travers cet Accord, les groupes armés, la société civile et les partis politiques se sont engagés à œuvrer ensemble pour sauver la RCA.

Depuis lors, les leaders des communautés musulmanes, chrétiennes et protestantes œuvrent ensemble pour interpeller la population à la tolérance et à réapprendre à vivre ensemble. Les femmes sont également engagées dans cette dynamique et les jeunes ont pris conscience des méfaits de la violence sur leur avenir. Ils multiplient les actions de sensibilisation et de réconciliation dans les quartiers et les arrondissements et ensemble, nous avançons dans le processus du dialogue national inclusif.

Leurs Excellences,

Distinguées personnalités,

Mesdames et Messieurs,

Malgré son potentiel naturel très important, mon pays enregistre des niveaux d'indicateurs socioéconomiques encore très critiques. L'Indice de Développement Humain (IDH) s'est considérablement détérioré, plaçant la RCA parmi les cinq derniers pays à l'échelle mondiale, soit au 172^{ème} rang sur 177 pays. Ces indicateurs expriment à suffisance l'étendue des défis socio-économiques auxquels la République Centrafricaine doit faire face.

En réponse à ces défis, un Programme d'Urgence et de Relèvement Durable de la République Centrafricaine a été élaboré. Ce document constitue aujourd'hui le cadre de dialogue et de concertation avec les partenaires pour l'assistance en faveur de mon pays.

Ce Programme met en œuvre une stratégie qui associe les actions d'assistance humanitaire et de relèvement précoce pour renforcer l'objectif général de lutte contre la pauvreté.

Il est en effet important de maintenir une cohérence dans l'aide dont le paquet devra comporter nécessairement l'humanitaire, le développement et la sécurité dans ses aspects politique, civile et militaire. Mais il faut reconnaître que nous devons vite sortir de l'humanitaire qui absorbe la majeure partie de l'aide en ce moment pour envisager le relèvement et le développement.

C'est pourquoi, cette stratégie, qui fait l'objet du plaidoyer que je fais auprès de la Communauté Internationale, s'articule autour des piliers suivants:

La sécurité d'abord. Dans ce domaine, nos attentes à l'endroit de la Communauté Internationale portent sur :

L'appui à la mise en œuvre des programmes de désarmement, démobilisation, réinsertion et réintégration (DDRR) et de réforme du secteur de la sécurité (RSS) pour parvenir à une réhabilitation et une refondation des Forces Armées Centrafricaines. Il est extrêmement important et urgent que le pays dispose d'une armée qui apporterait d'ailleurs son concours aux forces de maintien de la paix de l'ONU sur le terrain. Or, en raison des sanctions imposées par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies et notamment de l'embargo sur les armes, la République Centrafricaine ne peut pas équiper son armée.

Les questions sécuritaires doivent nécessairement être abordées dans le cadre d'une collaboration renforcée avec les pays voisins que nous avons déjà amorcée avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale et les efforts dans ce sens devront être renforcés.

Ensuite, nous attendons de la Communauté Internationale qu'elle nous soutienne dans la **promotion de la bonne gouvernance et de la construction de l'Etat de droit** en vue de rompre radicalement avec les dérives de la mauvaise gouvernance.

A cet égard, il est fondamental de mettre un accent particulier sur le rétablissement de la fonction judiciaire pour mieux lutter contre l'impunité et la corruption. Dans ce cadre, j'ai accepté de céder une partie de l'autorité nationale en matière de **justice**

transitionnelle à la Mission Onusienne de Stabilisation de la Centrafrique (MINUSCA) afin de renforcer les capacités des juges.

Nous insisterons tout particulièrement sur le **développement durable** parce qu'il apparaît clairement que le déterminant décisif de la crise Centrafricaine est la pauvreté.

La RCA connaît une forte mobilisation de l'assistance humanitaire à travers les interventions de plus de 90 ONGs internationales. Malgré tout, on peut noter une faiblesse de l'accès aux services sociaux. Mon appel à ces courageux partenaires est de revoir le contenu de l'aide humanitaire afin que celle-ci permette le relèvement effectif des communautés.

Conformément à la charte de Transition, j'ai fait du **dialogue et de la concertation** mon mode de gouvernance du pays en maintenant de manière régulière le dialogue avec les Institutions de la Transition et toutes les forces vives de la nation, ce qui a abouti à l'Accord de cessation des hostilités de Brazzaville. Le processus doit désormais se poursuivre avec les consultations populaires dans les 16 préfectures et le forum de réconciliation à Bangui. Toutes ces consultations nécessiteront des moyens matériels et financiers colossaux. Je sollicite l'appui de la Communauté Internationale à la mise en œuvre effective de ce processus politique.

S'agissant des **élections prévues en février 2015 et auxquelles je ne participerai pas**, le cadre juridique électoral et les différents organes de régulation des élections ont déjà été mis en place. Cependant, notre ferme volonté d'aller résolument à l'organisation de ces élections bute sur de nombreux préalables d'ordre juridiques, institutionnels, politiques, sécuritaires, techniques et financiers.

Je sollicite la mobilisation de la communauté internationale pour l'appui technique et le financement des élections en République Centrafricaine afin de permettre à ce pays de retrouver rapidement sa place dans le concert de Nations démocratiques.

L'autre défi auquel nous sommes confrontés aujourd'hui en Centrafrique est **la restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national**, dont l'objectif est de rapprocher l'administration des administrés afin d'accélérer le retour rapide des personnes déplacées internes et réfugiées, et de renforcer la protection des civils.

Nous sommes cependant conscients que ces actions passeront d'abord par la poursuite des **réformes économiques et la promotion de la croissance soutenue**. Il est en effet urgent, à court terme, de créer des richesses et des emplois afin non seulement de prendre en charge les dépenses régaliennes de l'Etat mais d'offrir des opportunités de formation et d'emplois aux femmes et aux jeunes désœuvrés qui forment les bataillons des rebellions armées.

La mise en œuvre d'une assistance économique et budgétaire rapide devrait permettre de renforcer les capacités des principaux acteurs de l'économie et relancer les secteurs productifs créateurs d'emplois.

Elle devrait également permettre de construire, réhabiliter et viabiliser les équipements et infrastructures économiques détruits et renforcer la gouvernance financière avec la poursuite des réformes globales des finances publiques.

Je suis cependant consciente qu'il est plus important et urgent de redonner à l'Etat Centrafricain des capacités financières propres. Pour cela, la sécurisation des zones minières est une action prioritaire devant conduire à terme au rétablissement de la République Centrafricaine dans le processus de Kimberley. Mon souhait le plus ardent est que les forces de l'ONU désormais déployées dans le pays apportent tout leur appui à cette action prioritaire.

Leurs excellences,

Distinguées personnalités,

Mesdames et Messieurs,

Pour ramener la sécurité et la paix en République Centrafricaine, il faut reconnaître que les besoins sont énormes et les moyens demeurent encore très limités. La mise en œuvre du Plan d'Urgence pour le Relèvement Durable nécessite des moyens colossaux. C'est pourquoi, le peuple Centrafricain a encore besoin des Etats membres de la Communauté Internationale pour soutenir son espoir de reconstruire son pays et partant, de retrouver son unité et sa dignité.

Cependant, il importe de souligner que la rigueur et la transparence dans la gestion des ressources extérieures et internes, est une nécessité et conditionne la capacité du pays à mobiliser des appuis extérieurs. Les allégations malveillantes relatives à la gestion du don angolais en est une démonstration. Ce dossier, d'une extrême importance pour les partenaires techniques et financiers a été clarifié avec le FMI lors de nos récentes rencontres.

Distinguées personnalités,

Mesdames et Messieurs,

Nous avons besoin du soutien de vos diverses institutions et organisations, pour promouvoir ce message d'espoir au sein de la communauté internationale par un plaidoyer sur la nécessité de faire de la République Centrafricaine un exemple concret de capacités de résilience pour sortir de la vulnérabilité.

Je ne doute pas que la solidarité internationale qui s'est déjà manifestée en faveur du peuple Centrafricain va s'intensifier à l'issue de cette réunion par la tenue d'une table ronde des bailleurs de fonds dans les mois à venir pour un soutien plus accru aux efforts des Autorités de la Transition.

Je vous remercie pour votre aimable attention.